



# DÉCLARATION

Montreuil, le 15 mai 2024

## INTERVENTION À LA CONFÉRENCE DE L'UFR CGT CHEMINOTS SUR LES DANGERS DE L'EXTRÊME-DROITE PAR GILBERT GARREL

Après l'intervention de Jérôme à caractère très historique, nous allons essayer de nous rapprocher du présent et porter un regard sur l'influence de l'extrême droite en France et son évolution depuis la création du FN en 1972.

Partons de Jean-Marie Le Pen. Il sert dans l'armée lors des guerres d'Indochine et d'Algérie, c'est un colonialiste convaincu et il se sert du mouvement poujadiste pour entamer son parcours politique. C'est au cœur des guerres coloniales que l'extrême droite construit son implantation et trouve ses militants (OAS, militaires de carrière, ceux qui regrettent l'Algérie Française).

Avec ce mouvement, Le Pen est élu député du département de la Seine de 1956 à 1962, plus jeune député, il a 28 ans. Puis, il dirige la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignacourt pour l'élection présidentielle de 1965.

Sollicité par le mouvement nationaliste Ordre Nouveau, il participe en 1972 à la fondation du Front national (FN), dont il prend la présidence.

Ordre nouveau renvoie à la propagande nazie (l'ordre nouveau d'une Europe hitlérienne) et L'Ordino Nuovo (la branche radicale du Mouvement Social Italien – MSI) d'où est issue l'actuelle présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. Le mouvement participe à la création en 1972 du Front national, qui devait à l'origine en constituer la vitrine électorale. L'objectif proclamé est de constituer l'ossature d'un futur parti politique ayant vocation à rassembler l'opposition nationaliste de droite en jouant pleinement le jeu démocratique et en participant aux élections.

Sur le plan syndical, dans les années 60 – 70, le patronat crée la Confédération Française du Travail (CFT) en puisant dans les forces d'extrême droite pour la construire. Elle fut particulièrement active dans l'automobile chez Citroën et Simca. Ce sont des nervis, des truands du patronat, qui utilisent la force et la menace physique contre les militants CGT, qui font tourner les usines en temps de grève en menaçant la main d'œuvre immigrés, etc.

Au début des années 80, il y a cette percée électorale du FN en 1983, les européennes de 1984, les législatives de 1986 avec 35 élus.

C'est dans cette période que des personnalités du Club de l'Horloge ou du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) comme Le Chevalier, Le Gallou et Bruno Mégret entrent au FN. Ce sont eux qui initient les premiers cette dynamique de respectabilités du FN et s'opposent à Le Pen et ses sorties négationnistes (le détail de l'histoire parlant des chambres à gaz, Durafour crématoire, etc.).



Les désaccords persistent et conduisent à la scission, Mégret crée le MNR. C'est une période de baisse d'influence de l'extrême droite mais qui est de courte durée, car Le Pen tient le navire.

En 1995 et 1996, le FN tente de monter des listes syndicales lors des élections prud'hommales et d'implanter des syndicats pour venir combattre sur notre propre terrain les organisations syndicales et notamment la CGT. Ils ont tenté des implantations à la RATP, dans la pénitencière et dans la police. Heureusement un recours gagné par la CGT en Conseil d'État a permis de mettre en échec cette tentative.

C'est dans ce contexte et à la surprise générale que Le Pen accède au second tour du scrutin de 2002, à l'issue duquel il obtient 17,8 % des suffrages exprimés face au président sortant, Jacques Chirac, qui fut élu au bénéfice d'un « front républicain ». Nous nous souvenons tous des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 2002 où ce fut un véritable raz de marais s'élevant contre l'extrême droite.

Après les présidentielles de 2007, il semble que le FN a atteint un plafond de verre. Au sein du FN, de jeunes loups entendent réformer le FN, retirer cette image du père trop brutal et pour ce faire, miser sur la fille, image plus jeune, moins clivante.

Ainsi, Marine Le Pen, lui succède en 2011 à la présidence du Front national, Le Pen père en devient Président d'honneur. Il sera exclu du parti en 2015, il a tout de même 87 ans. Si en 2012, elle ne se qualifie pas pour le second tour des présidentielles, elle parvient tout de même à la troisième place et double le score de son père de 2007.

En 2017 et en 2022, elle parvient au second tour. Il est à noter qu'elle progresse en % et en voix de manière considérable avec 41,45% des suffrages exprimés et plus de 13 millions de voix (en 2017 elle recueillait 33,9% des suffrages et 10,6 millions de voix). De plus, le RN obtient en 2022, une représentativité de 89 députés à l'Assemblée nationale.

En 2022, les électeurs avaient un large choix à gauche. Macron a fait la démonstration que son « et de droite et de gauche » était en fait « et de droite et de droite ». L'extrême droite aurait pu être affaiblie par la division avec la candidature de Zemmour qui faisait rejaillir le discours provocateur, plus brutal, de Jean-Marie Le Pen. Au contraire, il semble que tout cela ait servi Marine Le Pen qui a su progressivement donner au FN puis au RN créé en 2018 une image plus policée, plus présentable et fréquentable, avec des représentants mieux formés, plus jeunes à l'image de Bardella. Elle est parvenue à écarter des postes de premiers plans la vieille garde du FN comme Bruno Gollnisch qui se voyait comme le successeur légitime de Le Pen, père. Pour élargir son audience, le RN prend quelques distances avec les franges dures comme le GUD (groupe union défense), les identitaires, les catholiques ultra-conservateurs de la « manif pour tous », etc. Marine Le Pen s'est lancée dans une guerre des mots, pour elle, il est important que les électeurs du RN se sentent légitimes dans leur vote.

Au centre de la pensée du RN prédomine l'image d'une nation française immuable, constituée de français de « souche » partageant les mêmes traits culturels qu'il faut préserver des éléments étrangers. Leur vocabulaire valorise la nation, les « bons » français et les valeurs éternelles. En face, il y a un ennemi, l'étranger, contre lequel il faut se défendre. Cela s'inscrit dans cette rhétorique ancienne autour de l'invasion par les immigrés avec cette fantasmagorie du « Grand remplacement » développée par Zemmour mais aussi cautionnée par des essayistes (Frédéric Begbeder, Michel Houellebecq, Gabriel Matzneff, Alain Finkielkraut), des journalistes (Franck Ferrand, Pascal Praud, etc.), des chroniqueurs comme François Duprat à CNews (idéologue

fasciste, antisémite et négationniste), des animateurs télé de chaînes dites d'informations en continu et de grandes écoutes comme Cyril Hanouna ou Éric Naulleau.

Dans ses origines, l'extrême droite avait pour cible et origines de tous les maux de la société les juifs, les francs-maçons et « les rouges » qu'ils soient communistes ou cégétistes.

Aujourd'hui, le RN ne peut plus afficher son antisémitisme, cela ne convient pas à son image. Ils sont même acceptés à la manifestation contre l'antisémitisme organisée par Larcher et Braun-Pivet. Mais dans les faits, ce ne sont pas les juifs que le RN soutient, c'est un gouvernement israélien d'extrême droite qui est en train de générer un génocide à Gaza et qui poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie.

Son racisme primaire se tourne aujourd'hui vers toutes personnes françaises ou pas d'origines maghrébines et/ ou de religion musulmane. Pour le RN l'insécurité n'est pas la conséquence de la pauvreté, ce sont les jeunes des quartiers d'origine maghrébine, les migrants venant d'Afrique subsaharienne ou du Proche Orient, les musulmans qui en sont la cause.

Le chômage n'est pas lié à la désindustrialisation et au capitalisme financier, c'est à cause de l'immigration tout comme les bas salaires sont la faute des immigrés (pourtant le patronat profite largement de la précarité des travailleurs sans-papier et des travailleurs immigrés saisonniers pour mieux les exploiter).

Le trou de la Sécurité sociale, pour le RN, ce ne sont pas les exonérations de cotisations patronales, ce sont les immigrés qui profitent de notre système de santé et des diverses allocations sociales.

La drogue, ce n'est pas un système mafieux organisé par des gens qui ont pignon sur rue, ce sont les jeunes issus de l'immigration qui organisent les trafics dans les quartiers.

Les problèmes de logement, ce n'est pas le fait que des élus de droite refusent d'appliquer la loi SRU, c'est la faute des immigrés qui occupent les logements sociaux. Etc.

Depuis l'origine de l'extrême droite, les immigrés sont la cause de tous les maux de la société.

En revanche, ses autres ennemis sont les mêmes et notamment les « rouges ».

Le FN était tourné vers un univers bien ciblé, les commerçants, les artisans, les exploitants agricoles, les professions libérales et les cadres intermédiaires. Le RN s'adresse toujours à cette frange de la population, mais pour gagner en influence, son discours est aussi en direction des ouvriers et des précaires mais à condition qu'ils soient de « bons » français en développant ce concept de « préférence nationale » qui date du 19<sup>e</sup> siècle comme nous l'avons vu avec Jérôme, que le FN hier et le RN aujourd'hui ont adopté.

Le FN a dans son programme l'augmentation des salaires, mais par une baisse des cotisations sociales donc un assèchement des financements de la Sécurité sociale. Comme le patronat, l'extrême droite a toujours été contre les avancées obtenues par le programme du CNR. Ils ont voté contre la revalorisation du SMIC et l'indexation des salaires sur les prix. Ils ont voté contre le gel des loyers. Au parlement européen, le RN a voté contre le revenu minimum européen, contre la revalorisation des salaires des personnels de santé, contre l'encadrement de la rémunération des stagiaires.

Le RN prétend défendre les services publics mais au niveau de l'Europe ses élus n'ont pas voté contre le marché européen de l'électricité. Dans les régions, ils ne s'opposent pas à l'ouverture à la concurrence du ferroviaire.

Le RN, qui s'est fait très discret lors du conflit contre la réforme des retraites, affirme porter dans son programme la retraite à 60 ans. Mais il s'agit de l'ouverture des droits avec 42 ans de cotisations et il est contre toutes augmentations de cotisations et même pour leur abaissement. Donc il propose une retraite basée sur des assurances complémentaires privées et des fonds de pension selon le modèle américain, c'est à dire pour ceux qui le pourront. Les autres auront le choix entre travailler jusqu'à la mort ou finir leur vie dans l'extrême pauvreté. Ils ont d'ailleurs voté contre la revalorisation des retraites en lien avec l'inflation.

Notons que le RN ne s'est jamais insurgé contre la répression syndicale qui a eu lieu à la suite de ce conflit social. Le FN hier comme le RN aujourd'hui est contre le syndicalisme tel que nous le concevons. Pour le RN, il n'y a pas de combat de classe, il n'y a pour le RN qu'une division de société entre les français de souche et les autres, les étrangers. Ce parti a une vision du syndicalisme comme sous Vichy, un syndicalisme uniquement corporatiste et d'entreprise basé sur la collaboration entre patronat et salariat. Le RN est pour une restriction du droit de grève voire sa suppression, pour une interdiction de l'intervention syndicale dans tout ce qu'il juge hors des compétences syndicales (sujets d'ordres politiques, sociétaux, interprofessionnels). Avec lui, il n'y aurait que des syndicats traitant des sujets d'ordre économiques sur des bases professionnelles au niveau de l'entreprise. Le confédéralisme est pour le RN voué à disparaître, comme l'avait fait en son temps le gouvernement de Vichy avec la « charte du travail » de René Belin qui l'avait calqué sur celle de Mussolini.

Ce sont dans les communes dirigées par le RN ou par des élus très à droite que les attaques sont les plus virulentes contre les bourses du travail et les maisons du peuple. Au niveau européen le RN a voté contre le renforcement du dialogue social dans les entreprises.

On l'a vue, le FN de Le Pen avait un penchant pour une revisite de l'histoire. Aujourd'hui un militant d'extrême droite, François Nicolas président d'Amaclio Productions, a fondé « la Cité de l'Histoire » sous l'Arche de la Défense. Il faut voir comment est traitée l'histoire dans ces lieux. La révolution de 1789 est qualifiée d'émeute, la prise de la Bastille est décrite comme une agitation qui nuit au commerce privé. Hitler est présenté comme le sauveur d'une Allemagne guettée par la menace communiste. L'œuvre de Marx est présentée comme un programme politique qui fait émerger les régimes totalitaires. Il est dit que Pétain a sauvé les juifs français. À Voltaire et aux philosophes des lumières leurs sont attribués la naissance de l'esclavagisme et du colonialisme, etc. L'histoire de la gauche comme celle du syndicalisme en France y sont totalement effacées.

Et ce lieu est subventionné par la région Île-de-France qui favorise les sorties scolaires pour parfaire l'éducation des jeunes par cette histoire falsifiée.

On retrouve le même mode de traitement de l'histoire chez de Villiers dans son célèbre « Puy du Fou » qui est qualifié de parc d'attraction lucratif, un lieu très visité, pourtant conçu et pensé par des royalistes ou des souverainistes qui s'attribuent le qualificatif d'historien comme Laurant Deutch.

La banalisation et une forme de légitimation des idées portées par l'extrême droite ne sont pas liées qu'aux discours frontistes. Déjà, lors de la percée du FN, certains hommes politiques disaient que Le Pen apportait de fausse réponse à de bonnes questions. Le fait de dire que les questions étaient bonnes donnait déjà du crédit à ce parti. Il y eu la crise des années 70, où la droite au pouvoir s'est mise à durcir sa politique migratoire comme solution à la montée du chômage. Il y a eu les années Chirac

et Pasqua, souvenons-nous de la fameuse phrase de Chirac sur « le bruit et les odeurs ». Sont venues les années Sarkozy avec Patrick Buisson comme conseiller, Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, Péresse, Boutin, etc. Sarkozy voulait remettre en cause le « droit d'asile » et « l'identité nationale ». Souvenons-nous de Sarkozy parlant de « racailles » qu'il voulait « nettoyer au Karcher », ce sont les jeunes des cités défavorisées qui étaient visées.

Puis il y a eu sous Hollande, le projet de « déchéance nationale », les propos de Valls sur les Roms. Et aujourd'hui avec Darmanin avec sa loi immigration et sa proposition de retirer « le droit du sol » à Mayotte par une révision de la Constitution. Il faut prendre la mesure des propos de Ciotti et Retailleau et de leurs amendements adoptés par les parlementaires sur la loi immigration. Et dans le même temps, ce sont des centaines de militants, d'extrême droite, cagoulés qui ont pu défiler dans Paris le 11 mai dernier.

Le capital, comme il l'a toujours fait dans l'histoire, choisira toujours l'extrême droite s'il sent que la droite classique perd de son influence pour imposer le néolibéralisme. Bolloré l'a compris lorsqu'il prend possession des grands canaux de communication et n'hésite pas à l'offrir à l'extrême droite pour diffuser ses idéaux nauséabonds. Elon Musk fait de même aux USA avec Trump. Modi est reçu en grande pompe à l'Élysée tout comme Giorgia Meloni, et Javier Milei sert de référence à certains libertariens.

Les tenants du capital savent que le RN a voté contre la taxe sur les super profits, contre la taxe sur les grandes fortunes et sur les plus-values et contre le taux minimal d'imposition sur les dividendes. En Italie, Giorgia Meloni a supprimé le revenu de citoyenneté (RSA), elle a instauré la retraite à 67 ans et supprimé la taxe sur les voitures de luxe.

Cela signifie que les idéaux de l'extrême droite exercent une influence forte dans le champ politique.

Écoutons le discours d'investiture du 1<sup>er</sup> ministre, le fil conducteur était « l'ordre, l'autorité et la nation », cela nous rappelle qu'il s'agissait des trois mots constitutifs de la devise d'Adrien Marquet, le premier ministre de l'intérieur du 1<sup>er</sup> gouvernement Laval sous le régime de Vichy.

Écoutant Macron, j'ai cru retrouver l'esprit de Pétain affichant la devise de sa « révolution nationale ». On se souvient d'ailleurs que Macron avait lancé sa campagne électorale de 2017 par une publication intitulée « Révolution ». « Réarmement » fut l'entame de nombreux chapitres de sa longue introduction en conférence de presse. Il veut aussi réarmer par le travail et pour ce faire réduire les droits des chômeurs. Il souhaite réarmer la famille et la démographie, réduisant ainsi le rôle des femmes à leur seule fonction reproductrice. C'est bien l'esprit rétrograde du conservatisme clérical qui l'inspire. Enfin, il veut faire un réarmement militaire et pour ce faire prétend vouloir défendre la Patrie. « Travail, famille, patrie », cela nous renvoie à la devise de Vichy qui remplaçait « liberté, égalité, fraternité ».

Tout cela contribue à rendre légitimes et à banaliser l'extrême droite. Cela désinhibe leurs discours rances et favorise le vote RN.

Car l'extrême droite se nourrit de la désespérance, du défaut de perspectives d'un avenir meilleur. Les dirigeants politiques qui nous maintiennent dans une société faite de peurs sont responsables. Peur de perdre son emploi, peur pour l'avenir de nos enfants, peur du déclassement social, peur de l'autre quand il est étranger, peur de ne plus pouvoir se soigner, se loger, se chauffer et même se nourrir parce que le capitalisme financier et globalisé construit sa stratégie du profit à court terme sur cette insécurité sociale permanente. Peur de la guerre qui sévit aujourd'hui aux portes de l'Europe et que nos dirigeants entretiennent car elle est un débouché pour les fabricants d'armes.

Pour combattre le collectivisme, l'extrême droite prône l'individualisme, la concurrence à tous les niveaux et toutes les divisions. Français contre étrangers, jeunes contre vieux, privés d'emploi contre salariés, salariés du privé contre ceux du public, pour mieux occulter la lutte des classes et ainsi servir les politiques néo-libérales.

La CGT n'est pas responsable de cette montée de l'extrême droite. Mais elle a le devoir de constituer avec ses forces un rempart à toute les remises en cause de la démocratie et de combattre avec force les idéologies qu'elle diffuse avec la même énergie qu'elle se bat pour défendre nos conquies sociaux et en gagner de nouveaux.